

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 26/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Carrières Rhône-Alpes**

Lieu-dit "Le Combeau"  
38390 PORCIEU-AMBLAGNIEU

Références : 2022 – Is142SS  
Code AIOT : 0006100972

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2022 dans l'établissement Carrières Rhône-Alpes implanté Lieu-dit "Le Combeau" 38390 PORCIEU-AMBLAGNIEU.

L'inspection a été annoncée le 08/09/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques  
( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôles de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Carrières Rhône-Alpes
- Lieu-dit "Le Combeau" 38390 PORCIEU-AMBLAGNIEU
- Code AIOT : 0006100972
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Le site est une carrière de granulats et de pierre de taille autorisée initialement par l'arrêté préfectoral n°98-5977 du 10 septembre 1998 pour une durée de 30 ans, remise en état incluse. Elle a fait l'objet de trois changements d'exploitant dûment autorisés par arrêtés préfectoraux en 2003, 2013 et 2014.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire, suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L171-7 et L171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L171-7 et L171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, articles 2. & 7.3.	/	Lettre de suite préfectorale	/

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Panneau d'information	Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 6.1.	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	Rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 10.2.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 16/12/2014 article 3 Arrêté ministériel du 26/11/2012 articles 39 & 57	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Bruit	Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 14.1. Arrêté ministériel du 26/11/2012 article 52	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
16	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

• **Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 16/12/2014, article 1.	/	Sans objet
3	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 5.	/	Sans objet
5	Contrôle d'accès	Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 6.4.	/	Sans objet
6	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 7.6.	/	Sans objet
7	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 7.7.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 8.	/	Sans objet
9	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 9.	/	Sans objet
10	Prévention des pollutions des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 10.1.	/	Sans objet
14	Tirs de mines, vibrations	Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, articles 7.4. & 14.2.	/	Sans objet
15	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/12/2014, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, six non-conformités ont été relevées :

- l'épaisseur d'extraction ;
- le renouvellement du panneau d'information réglementaire à l'entrée de la carrière ;
- l'absence de mesures de qualité des eaux de pluie recueillies dans les bassins de la carrière ;
- l'absence de surveillance des retombées de poussières ;
- l'absence de mesures des émissions sonores en limite de propriété et en zones à émergence réglementée ;
- l'absence d'un plan de gestion des déchets d'extraction formalisé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Production autorisée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2014, article 1.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation de la carrière est autorisée pour une production annuelle maximale de 86500 tonnes/an (11000 t/an de pierres de taille et 75500 t/an de pierres concassées).
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que la production annuelle respecte la production annuelle maximale autorisée. 1200 tonnes de stériles ont été générées en 2021. Le gisement restant est estimé à 910 000 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Epaisseur d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, articles 2. & 7.3.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La hauteur de découverte est de 20 centimètres. La hauteur de banc exploitable est de 11 mètres dont 6 mètres de pierre de taille. La cote NGF limite en profondeur est de 264 m NGF et à 1 mètre au-dessus des plus hautes eaux.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées consulte le dernier plan topographique établi le 24 janvier 2022 et constate que le point bas de la carrière se situe à la cote 260 m NGF. L'inspection des installations classées constate le non-respect de la cote minimale en fond de fouille à 264 m NGF. L'exploitant actuel précise à l'inspection que ce point bas était atteint par les précédents exploitants avant leur acquisition de la société en 2015.  L'inspection des installations classées constate par ailleurs que ce point bas de la carrière est encore constituée de roche marbrière et qu'il est probable que ce point se situe toujours au-dessus des plus hautes eaux souterraines.  <b>L'inspection des installations classées relève la non-conformité et demande à l'exploitant de ne plus exploiter ce secteur de la carrière, ainsi que de respecter scrupuleusement la cote minimale de 264 m NGF sur les autres secteurs à venir.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

## N° 3 : Clôtures et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes. Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction. L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que le site est partiellement clôturé, que son accès est protégé et que le dispositif d'ensemble est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Panneau d'information

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 6.1.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate qu'un panneau d'information ancien est accroché sur la clôture du site au niveau de l'ancienne entrée du site qui a été condamnée. Il est difficilement visible du fait de la végétation.  ➤ <b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place un nouveau panneau d'information réglementaire au niveau de l'accès actuel.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Distances limites et zones de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 7.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres. L'exploitant doit prendre toutes dispositions d'usage pour les travaux au voisinage des lignes électriques et des canalisations enterrées.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate qu'une ligne électrique traverse le site, supportée par deux pilônes électriques au sein du périmètre de la carrière. L'extraction a été réalisée en évitant ces pilônes. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant de continuer de prendre toutes dispositions d'usage pour sécuriser ces pilônes et leur accès (servitude avec Enedis).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 7.7.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie d'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins par an. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ;</li><li>- les bords de fouille ;</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>- les zones remises en état.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que l'exploitant réalise une mise à jour annuelle de son plan topographique. L'inspection des installations classées consulte le plan établi le 24 janvier 2022 qui comprend bien l'ensemble des informations attendues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 8.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'objectif final de la remise en état vise à restituer un carreau partiellement remblayé et réengazonné. Les fronts résiduels seront talutés en pente douce avec des stériles de l'exploitation et réengazonnés. [...] Le remblayage est effectué uniquement avec les stériles de l'exploitation.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que la remise en état n'est pas encore réellement engagée, même au fur et à mesure de l'exploitation. , que les terres de découverte sont bien stockées sur site et que les fronts de taille délaissés n'ont pas toujours de pente maximale de 30 degrés. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant les phasages d'exploitation, annexés à l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2014 jusqu'en 2028, remise en état finale incluse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 9.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation en doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que le site et ses abords sont correctement entretenus et maintenus propre en permanence, que les voies de circulation et aires de stationnement sont correctement aménagées, et que les bassins de récupération des eaux pluviales en points bas de la carrière sont équipés de pompes et tuyaux en cas de besoin.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Prévention des pollutions des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 10.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que le site ne dispose pas d'aire étanche, que les engins de chantier sont ravitaillés avec des dispositifs anti-pollution en bord-à-bord. Le site de la carrière étant composé dans sa totalité d'un gisement de pierre marbrière, l'inspection des installations classées constate qu'il n'y a pas d'infiltration des eaux dans le sol et que les eaux de pluie arrivent dans deux cavités aux points bas de la carrière constituant de fait des bassins. L'inspection des installations classées constate la clarté des eaux présentes dans les deux "bassins". L'inspection des installations classées constate par ailleurs l'absence de stockage de produit susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 11 : Rejets d'eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 10.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- température &lt; 30°C ;</li><li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li><li>- MEST &lt; 35 mg/l ;</li><li>- hydrocarbures totaux &lt; 10 mg/l ;</li><li>- DCO &lt; 125 mg/l.</li></ul> Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate qu'il n'y a pas d'infiltration des eaux dans le sol et que les eaux de pluie arrivent dans deux cavités aux points bas de la carrière constituant de fait des bassins. L'inspection des installations classées constate la clarté des eaux présentes dans les deux "bassins" et l'absence de mesures de qualité desdites eaux.  ➤ <b>L'inspection des installations classées demande que des analyses sur ces eaux recueillies dans les bassins soient réalisées dans un délai de 3 mois maximum et que les résultats lui soient communiqués.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 12 : Surveillance des émissions poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2014 article 3 / Arrêté ministériel du 26/11/2012 articles 39 & 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les voies de circulation, pistes ... sont maintenues propres et humidifiées autant que de besoin ; la vitesse y est limitée à 25 km/h.  L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. [...] L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats des mesures de retombées de poussières. La fréquence des mesures est au minimum trimestrielle.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que les dispositions pour éviter les envols de poussières sont prises par l'exploitant.  Conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2014 350-0018 du 16 décembre 2014, l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 (rubrique n°2515-1) s'applique aux installations de concassage, criblage des produits minéraux. Aussi, l'exploitant doit-il adresser tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières. La fréquence des mesures est trimestrielle. (Articles 39 et 57 de l'arrêté du 26 novembre 2012). L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'assure pas de surveillance de la qualité de l'air par mesures des retombées de poussières, alors qu'elle lui est prescrite explicitement depuis l'arrêté autorisant le changement d'exploitant du 16 décembre 2014 (et même depuis l'arrêté autorisant le précédent changement d'exploitant daté du 24 juin 2013).  ➤ <b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place les mesures trimestrielles de retombées de poussières dans un délai de 3 mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 13 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, article 14.1. / Arrêté ministériel du 26/11/2012 article 52
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des niveaux sonores est réalisé dès l'ouverture de la carrière et ensuite périodiquement. Niveaux limites de bruit en limite de propriété et en zones à émergence réglementée.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate l'absence de mesures des niveaux de bruit en limite de propriété et en zones à émergence réglementée.  ➤ <b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser dans un délai de 3 mois des mesures de bruit conformément aux articles 14.1 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 1998 et de 52 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 et de lui transmettre le rapport.</b>  La fréquence de campagne de mesures est annuelle. Si deux campagnes consécutives de mesures présentent des résultats conformes, alors la fréquence des mesures pourra devenir trisannuelle (article 52 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 pour la rubrique n°2515-1).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : Tirs de mines, vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/1998, articles 7.4. & 14.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vibrations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables et dans le créneau horaire suivant : 10h – 12h. Le plan de tir est tenu à disposition du DRIRE (DREAL). Lorsque le front d'exploitation sera à une distance inférieure à 100 mètres des constructions les plus proches, les tirs feront l'objet d'un enregistrement de vibrations systématique. De plus, une mesure annuelle est effectuée et les résultats transmis à la DRIRE (DREAL). Pour les tirs de mines, le niveau de pression acoustique est limité à 125 décibels linéaires. Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les trois axes de la construction. [...].
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées consulte les deux derniers plans de tirs réalisés par la société Sofiter. Les explosifs sont fournis par Titanobel. L'inspection des installations classées constate que les deux derniers tirs, réalisés les 22 et 27 septembre 2022, ont bien fait l'objet d'enregistrement des vibrations (vitesses particulières dans les trois directions) chez deux habitations voisines de la carrière. L'inspection des installations classées constate la conformité des résultats des mesures par rapport à la valeur limite de 10 mm/s ainsi que le respect du niveau de pression acoustique maximal (<125 dB). L'exploitant informe l'inspection des installations classées qu'il procède à une dizaine de tirs par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 15 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2014, article 2.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'autorisation de poursuite d'activité est conditionnée par la constitution effective des garanties financières. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que l'acte de cautionnement solidaire portant garanties financières pour la période 2020-2023 arrivera à échéance le 9 septembre 2023. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant d'anticiper la fin de cette période de garanties financières pour pourvoir à la prochaine période quinquennale 2023-2028.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : Plan de gestion des déchets d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. [...] Le plan de gestion est révisé tous les 5 ans.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate l'absence d'un plan de gestion des déchets d'extraction formalisé par l'exploitant. L'inspection des installations constate néanmoins que la gestion des stériles d'extraction (1200 tonnes en 2021) ainsi que des terres de découvertes est organisée sur site avec des zones de stockage dédiée. Aucune évacuation de ces stériles inertes d'exploitation ni des terres de découvertes n'est prévue. L'ensemble sera réutilisé pour le remblayage partiel et régalaie des carreaux au moment de la remise en état finale.  ➤ <b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de formaliser, dans un délai de 3 mois, un plan de gestion des déchets d'extraction conformément aux dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois